

Cote du document: EB 2017/122/R.27/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 6 e) v)  
Date: 13 novembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Abdelgadir  
Chargé de programme de pays  
Division Proche-Orient, Afrique  
du Nord et Europe  
téléphone: +39 06 5459 2627  
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Responsable de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

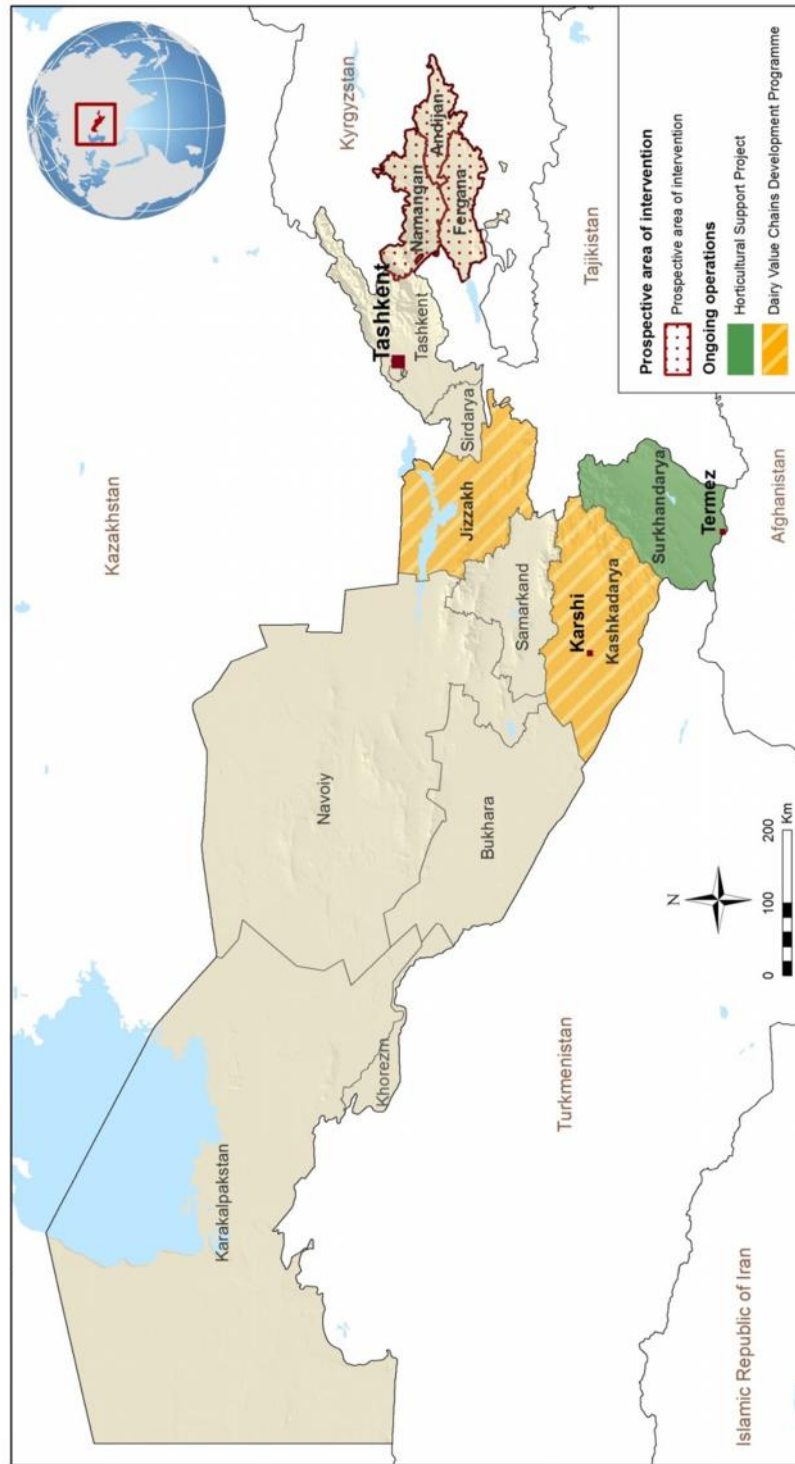
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/effets directs	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	10

## Sigles et acronymes

ACE	Association des consommateurs d'eau
BASD	Banque asiatique de développement
IFP	Institution financière partenaire
S&E	Suivi-évaluation
UZS	Sum ouzbek

# Carte de la zone du projet

République d'Ouzbékistan  
 Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture  
 Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 17-10-2017



# République d'Ouzbékistan

## Projet de modernisation et de diversification de l'agriculture

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Ouzbékistan
Organisme d'exécution:	Agence de restructuration rurale
<b>Coût total du projet:</b>	159,6 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	46,2 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	300 000 USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Déficit de financement:</b>	47 millions d'USD
<b>Cofinanceurs:</b>	Bénéficiaires, gouvernement et institution financières participantes
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	27,0 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	19,5 millions d'USD
<b>Contribution des institution financières participantes:</b>	19,5 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Ouzbékistan pour le Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

# Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture

## I. Contexte stratégique et justification

### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Situé en Asie centrale, l'Ouzbékistan est un pays enclavé d'une superficie de 447 400 km<sup>2</sup> qui a des frontières communes avec le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, l'Afghanistan et le Turkménistan. Sa population était de 31,8 millions d'habitants en 2016, dont 60% environ de ruraux. Avec un revenu national brut par habitant qui s'établissait à 2 130 USD en 2015, l'Ouzbékistan se classe parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. D'après les données disponibles, le pays a connu une croissance économique générale et inclusive.
2. Le secteur agricole représente environ 25% des emplois du pays, et sa part dans le produit intérieur brut est estimée à 17,6% (2014). Environ 40% de la population rurale ouzbek exerce des activités en rapport avec l'agriculture. Les importations de produits alimentaires répondent à la demande locale croissante; du fait de l'augmentation de son pouvoir d'achat, la population se tourne de plus en plus vers des denrées plus coûteuses, en particulier la viande et les produits laitiers. En 2015, d'après le service de recherche du magazine The Economist, les importations agricoles du pays représentaient 11,5% des importations totales (1,3 milliard d'USD).
3. Le taux de pauvreté est tombé de 27,5% en 2001 à 14% en 2015. Cette baisse a été attribuée à la croissance économique rapide, à la création de petites entreprises et d'emplois, aux investissements publics dans l'éducation, la santé et les infrastructures, à l'augmentation des salaires des fonctionnaires et des envois de fonds des travailleurs émigrés. En 2015, le taux de pauvreté dans les zones rurales était de 17% contre 11% dans la population urbaine. La faible productivité agricole du pays, la forte pression fiscale sur la population rurale, le taux élevé de personnes à charge dans les familles, les disparités régionales et l'absence de marché officiel du travail rural sont les facteurs à l'origine de la pauvreté rurale. L'accès insuffisant aux moyens de production, aux infrastructures, à l'énergie, à la terre et à l'eau, ainsi qu'à des services techniques et financiers, figure parmi les facteurs qui expliquent la productivité limitée et la pauvreté, qui affectent plus particulièrement les femmes et les jeunes vivant en milieu rural. Les autres groupes vulnérables sont les familles très nombreuses, les personnes handicapées, les chômeurs et les personnes ayant un plus faible niveau d'éducation.

### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. La diversification, la modernisation et la substitution des importations de produits agricoles sont des priorités inscrites dans le décret présidentiel 2460 relatif à la réforme et au développement du secteur agricole pour 2016-2020 et dans la Stratégie d'amélioration sociale pour 2013-2015. La diversification des produits, en

particulier des cultures vivrières, de l'élevage et des sous-secteurs connexes, devrait augmenter les revenus de la population rurale et réduire le nombre de ménages à faibles revenus. L'expérience du FIDA en matière d'approche fondée sur les chaînes de valeur dans la région montre que les acteurs du secteur privé sont indispensables à la participation des petits producteurs agricoles aux chaînes de valeur. Les marchands, les acheteurs, les agrégateurs, les transformateurs, les exportateurs et autres opérateurs privés déterminent la performance des chaînes de valeur. La création d'un environnement favorable aux partenariats avec le secteur privé représente une opportunité unique de création de revenus durables pour les petits exploitants agricoles (agriculteurs dekhans et petits exploitants privés). Le projet propose une association avec les opérateurs du secteur privé disposés à consacrer du temps et des moyens à l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeur de façon à accroître les avantages pour les petits producteurs agricoles; il soutient également les efforts qu'ils déploient pour renforcer leurs activités. L'objectif est également de rendre les chaînes de valeur plus ouvertes aux petits producteurs agricoles.

5. Une collaboration avec les chaînes de valeur sélectionnées sera mise en place afin d'apporter un soutien holistique et coordonné à tous les acteurs pour améliorer leur performance. Les agro-entreprises et les autres entités qualifiées seront encouragées à remplir le rôle d'entité pilote, notamment celles désireuses d'élaborer des modèles de gestion solides par des partenariats productifs avec leurs fournisseurs. Les petits producteurs agricoles, principal groupe visé par le projet, seront ciblés dans chaque chaîne de valeur sélectionnée afin de renforcer leur intégration et d'augmenter leur rendement agricole. La stratégie de ciblage du projet s'inspirera donc des principes d'intégration des petits exploitants.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Ciblage géographique. Le projet sera exécuté dans la vallée de Fergana, qui comprend les régions d'Andijan, de Fergana et de Namangan. Le programme d'options stratégiques pour le pays met en lumière les difficultés auxquelles est confrontée la vallée de Fergana, du fait de la très forte densité de population; la région de Namangan a le deuxième produit intérieur brut par habitant le plus faible du pays. Les femmes représentent la moitié de la population; 18% des ménages sont dirigés par des femmes. Environ 20% des jeunes sont au chômage.
7. Groupes cibles. Les principaux groupes cibles du projet sont: i) les ménages ruraux à faible revenu exploitant des fermes dekhans, qui s'efforcent d'accroître leurs revenus agricoles en participant activement à des chaînes de valeur qui seront soutenues par le projet; ii) les petits horticulteurs et éleveurs privés dont l'exploitation ne fait pas plus de 5 hectares; iii) les agro-entreprises ayant des liens existants ou potentiels avec les groupes i) et ii); iv) les jeunes ruraux. La participation des fermes dekhans dirigées par des femmes et des ménages d'exploitants privés, ainsi que des jeunes femmes, fera l'objet d'une attention particulière.
8. Bénéficiaires. Le projet devrait toucher directement environ 75 000 ménages, et indirectement environ 21 000 bénéficiaires. Cela inclut notamment 11 000 ménages bénéficiant de prêts et de formation et 54 000 fournisseurs supplémentaires environ des entités pilotes bénéficiant de prêts dans le cadre du projet. De plus, 10 000 emplois à temps plein seront créés grâce au renforcement des activités économiques des entités pilotes. Dans la première phase, le projet devrait toucher directement 30 000 ménages et bénéficier indirectement à environ 10 000 personnes. Il s'agit de 5 000 ménages bénéficiant de prêts et de formations, d'environ 20 000 fournisseurs supplémentaires des entités pilotes bénéficiant de prêts au titre du projet, ainsi que d'environ 4 000 emplois équivalent

temps plein supplémentaires créés par les activités économiques supplémentaires des entités pilotes.

## B. Objectif de développement du projet

9. L'objectif du projet est d'augmenter les revenus et les moyens de subsistance de la population rurale de la zone cible. Son objectif de développement est de renforcer l'intégration et la rentabilité des chaînes de valeur sélectionnées par l'amélioration de la productivité, de l'accès aux marchés et de la gestion des ressources naturelles.

## C. Composantes/effets directs

10. Le projet sera articulé autour de trois composantes interdépendantes; une quatrième composante contribuera à l'appui à la gestion et à l'exécution du projet. Les composantes sont les suivantes: i) développement de chaînes de valeur inclusives; ii) finance rurale accessible à tous; iii) infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques; iv) gestion de projet.
11. Composante 1: Développement de chaînes de valeur inclusives. Cette composante aura pour effet direct le renforcement durable et efficient de la performance des parties prenantes ciblées, et la création d'un environnement commercial propice aux agro-entreprises des chaînes de valeur sélectionnées ayant de solides liens en amont avec les petits producteurs. Cette composante vise à renforcer les capacités des exploitants et autres parties prenantes des chaînes de valeur ciblées. Trois activités seront mises en œuvre afin de créer un environnement commercial favorable aux agro-entreprises: i) cartographie de chaînes de valeur fondée sur les résultats d'études de marché rapides sur les petits ruminants, les pêcheries, la sériciculture et l'apiculture menées pendant la phase de conception; ii) études de marché rapides de sous-secteurs supplémentaires; iii) préparation de plans de développement des chaînes de valeur qui serviront de feuilles de route des entités pilotes.
12. Composante 2: Finance rurale accessible à tous. Cette composante aura pour effet direct d'accroître la productivité et l'efficacité des petits exploitants ciblés, en permettant aux acteurs des chaînes de valeur d'augmenter leurs investissements dans les plus rentables d'entre elles. Le projet permettra d'apporter un soutien au Fonds national pour l'appui au développement des activités commerciales en proposant aux petits exploitants et aux entrepreneurs ruraux qui n'ont pas de garantie acceptable, des garanties de crédit offrant une couverture partielle des risques connexes. Il prévoit également une collaboration avec les banques disposées à accorder des prêts aux agriculteurs des régions cibles (et qui répondent aux critères d'éligibilité du projet) pour faciliter l'accès des exploitants et des agro-entreprises au financement. Enfin, cette composante établira un guichet de crédit pour les jeunes qui n'ont pas accès à des instruments de prêt abordables et souples. Les banques pourront fixer librement les taux d'intérêt ce qui leur permettra d'offrir des services durables aux bénéficiaires du projet. Un processus concurrentiel permettra de choisir les banques offrant les meilleures conditions. Le résultat sera mesuré par l'indicateur suivant: risque du portefeuille des IFP inférieur à 5%.
13. Composante 3: Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques. L'objectif de cette composante est d'éliminer les obstacles à la fiabilité d'un système d'irrigation qui empêchent les dekhans et les petits exploitants d'améliorer la diversification et l'efficacité de l'agriculture dans les chaînes de valeur sélectionnées. Pour ce faire, il conviendra de moderniser le réseau d'irrigation entre exploitations géré par des associations de consommateurs d'eau (ACE). Les groupements d'agriculteurs ciblés pourront ainsi: i) diversifier leur production agricole, en abandonnant les cultures de faible valeur au profit de cultures à forte valeur ajoutée; ii) améliorer la productivité de la terre; iii) relever le défi de la sécheresse due aux changements climatiques; iv) renforcer les capacités



des ACE et de l'Administration du système d'irrigation du bassin en matière de gestion efficace des ressources en eau et d'exploitation et d'entretien du système d'irrigation. Cette composante aura pour effet direct d'améliorer la productivité des terres agricoles grâce à la modernisation de l'infrastructure d'irrigation, qui sera mesurée par l'indicateur suivant: au moins 1 000 exploitants faisant état d'une amélioration de la fiabilité du système d'irrigation et d'un accroissement de la productivité.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

14. Le projet adoptera une approche fondée sur le développement des chaînes de valeur. Cette approche aura essentiellement pour finalité d'analyser chaque étape de la chaîne de valeur et d'investir dans les besoins susceptibles d'améliorer la productivité, la rentabilité et la compétitivité des acteurs de la chaîne de valeur, en particulier les paysans dekhans.
15. Le projet favorisera la modernisation des chaînes de valeur sélectionnées et intégrera les mesures prises par les producteurs, les transformateurs, les fournisseurs d'intrants et les marchands aux différentes étapes de la chaîne de valeur pour accroître la capacité de production et la compétitivité futures. Les entités pilotes présentant des plans de développement des chaînes de valeur performants, préparés dans le cadre de la composante 1, pourront se voir octroyer des prêts par les IFP dans le cadre de la composante 2. Les demandes de prêt seront évaluées individuellement; le projet soutiendra leurs opérations commerciales par le biais d'une assistance technique et de la formation des fournisseurs des agriculteurs et autres acteurs, et de l'accès à une infrastructure améliorée dans le cadre de la composante 3 pour renforcer la compétitivité et l'efficacité des chaînes de valeur. Le projet favorisera également la coordination avec des projets financés par d'autres donateurs, en particulier ceux gérés par l'Agence de restructuration rurale, basée sur un flux d'informations fluide et un dialogue ouvert, afin de tirer parti des synergies et d'éviter les activités redondantes.

#### B. Cadre organisationnel

16. Le Ministère de l'agriculture et des ressources en eau assumera la responsabilité générale de la gestion du projet pour le compte du gouvernement. La supervision courante incombera à une unité de gestion du projet, qui relèvera de l'Agence de restructuration rurale, un organisme public du Ministère de l'agriculture et des ressources en eau. La supervision générale de la gestion incombera à un conseil inter-institutionnels pour la coopération avec les institutions financières internationales, les gouvernements étrangers et les pays donateurs mettant en œuvre des projets d'investissement à grande échelle.
17. L'unité de gestion du projet sera dirigée par un directeur de projet et comprendra: un chef comptable, un responsable de la passation des marchés, un responsable de la finance rurale et des questions liées à la jeunesse, un assistant administratif et un chauffeur. Le projet fera appel au personnel juridique du Projet de développement des filières laitières. De plus, le projet s'appuiera sur les services de spécialistes nationaux et internationaux de différents domaines. Dès la première année, une équipe d'exécution du projet sera mise en place dans l'une des régions (la région, choisie par les autorités publiques, sera probablement la région de Namangan). L'équipe sera composée comme suit: un coordinateur régional (spécialiste des entreprises et des chaînes de valeur), trois responsables de la finance rurale et des questions liées à la jeunesse, un ingénieur, un spécialiste en suivi-évaluation (S&E) et un chauffeur. Des coordinateurs régionaux seront recrutés pour coordonner les activités du projet dans les autres régions. L'équipe d'exécution du projet sera chargée de la mise en œuvre quotidienne de tous les

aspects du projet, à l'exception de l'administration financière et de la passation des marchés, qui seront gérées par l'unité de gestion du projet au sein de l'Agence de restructuration rurale.

### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Le cadre logique du projet servira de référence pour le système de S&E axé sur les résultats, y compris le suivi de la performance et l'évaluation de l'impact. Le responsable du S&E au sein de l'unité de gestion du projet assumera la responsabilité de toutes les activités de S&E internes. L'unité de gestion du projet présentera des rapports de situation en anglais au Ministère de l'agriculture et des ressources en eau, au Ministère des finances et au FIDA. Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année du projet. Au cours de la dernière année de mise en œuvre, et dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement et de l'évaluation de l'impact exigés par le FIDA, les données de S&E recueillies tout au long du projet seront utilisées pour une évaluation approfondie des réalisations du projet. Cette évaluation portera sur l'évolution des moyens de subsistance des bénéficiaires résultant des activités du projet et sur le partage des enseignements tirés et des expériences.
19. Apprentissage et gestion des savoirs. Afin de permettre l'exploitation de l'expérience acquise, des dispositions générales en matière de S&E ont été prises. Le programme de gestion des savoirs est un outil indispensable à la réalisation des objectifs du projet. Deux approches seront utilisées: i) un programme de gestion des savoirs pour soutenir l'apprentissage dans le cadre du projet et dans d'autres interventions; ii) l'appui à un programme de gestion des savoirs plus large afin d'éclairer les décisions des pouvoirs publics et d'influer sur les politiques. Le projet s'efforcera également d'élargir la diffusion des informations par les moyens suivants: développement des réseaux de paysans (pour mutualiser les savoirs en matière d'adaptation réussie); approches de vulgarisation entre agriculteurs (pour faciliter le transfert de technologies); développement de services techniques privés (par ex., vétérinaires privés); et renforcement des liens entre universités, instituts de recherche et de développement et réseaux de paysans pour garantir la pertinence de la technologie.

### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

20. Conformément aux directives du FIDA, une évaluation de la gestion financière a été réalisée, à l'issue de laquelle le risque inhérent a été jugé élevé. Afin d'atténuer ce risque, une unité de gestion du projet autonome en matière de gestion financière sera établie au sein de l'Agence de restructuration rurale. Ce système a déjà été mis en place dans des projets du FIDA en cours et certains projets de la Banque mondiale et la qualité de la gestion financière a été jugée satisfaisante dans l'ensemble. Cela permettra au nouveau projet de s'appuyer sur les capacités déjà créées, qui fonctionnent de manière satisfaisante dans le cadre des projets du FIDA déjà en cours. Le Projet d'appui à l'agriculture, projet du FIDA actuellement en cours d'exécution, a de très bons taux de décaissement concernant ses lignes de crédits.
21. Gestion financière. L'unité de gestion du projet, assistée de l'unité financière de l'Agence de restructuration rurale, sera chargée de la gestion financière du projet, notamment de l'établissement du budget, de la comptabilité, de la préparation des demandes de retrait, de la surveillance des partenaires d'exécution, de la préparation des rapports financiers consolidés et des dispositions en matière d'audit externe.
22. Modalités de communication de l'information financière et comptable. Les modalités de communication de l'information financière et comptable ainsi que les dispositions en matière d'audit sont déjà définies dans le cadre des projets du FIDA en cours. Conformément à celles-ci, toutes les opérations relatives au projet seront

enregistrées dans un logiciel comptable et financier sur la base d'une comptabilité de caisse et conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public; des rapports financiers trimestriels seront préparés selon des modèles convenus avec le FIDA. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux normes d'audit internationalement reconnues et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

23. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Le financement du FIDA sera décaissé conformément aux procédures de décaissement en vigueur au FIDA et qui seront précisées dans le manuel d'exécution du projet et dans la lettre à l'emprunteur. Deux comptes désignés distincts, libellés en dollars des États-Unis (USD), seront ouverts dans une banque commerciale pour recevoir le prêt et le don du FIDA, à l'exclusion de tout autre fonds. Les fonds seront transférés depuis les comptes désignés sur le compte du projet libellé en sum ouzbek (UZS) pour financer les dépenses éligibles du projet. Les fonds (en USD ou en UZS) seront transférés depuis le compte de prêts désigné et le compte de don du projet sur des comptes de crédit supplémentaires (un compte libellé en USD et un libellé en UZS) tenus par les IFP sous la forme de crédit pour financer les sous-projets mis en œuvre par des bénéficiaires. Les transferts vers le mécanisme de garantie en milieu rural seront effectués par paiement direct sur un compte séparé libellé en USD, ouvert dans une banque commerciale; les fonds du FIDA ne seront pas agglomérés à d'autres fonds. Des conditions particulières relatives au décaissement seront incluses dans l'accord de financement pour garantir que les garde-fous adéquats sont mis en place préalablement à tout transfert de fonds vers les PFI et, qu'en cas de non-conformité, le mécanisme de garantie sera activé et des contre-mesures seront prises.
24. Passation des marchés. Pendant la conception du projet, le FIDA a évalué les systèmes et les établissements publics de passation des marchés en Ouzbékistan afin d'identifier l'entité susceptible de prendre en charge cette activité. En dépit des récents efforts de modernisation et de renforcement du système public de passation des marchés, de graves problèmes de compatibilité avec les directives et les procédures du FIDA en matière de passation des marchés ont été identifiés. En revanche, la capacité de l'Agence de restructuration rurale à réaliser les opérations de passation des marchés a été jugée conforme aux réglementations et aux procédures du FIDA en la matière.
25. Politique de lutte contre la corruption. Le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de projets financés par des prêts ou des dons. La politique de lutte contre la corruption et les procédures de lancement d'alerte mises en place par le FIDA seront incluses dans le manuel d'exécution du projet.

## E. Supervision

26. Supervision et appui à l'exécution. Un plan de supervision couvrant la période qui s'étend jusqu'à l'examen à mi-parcours sera arrêté au démarrage du projet. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. La supervision annuelle de la gestion financière fondée sur les risques sera réalisée par un spécialiste en gestion financière; des examens des opérations couvrant un échantillon aléatoire d'activités du projet seront effectués au cours de la deuxième et de la quatrième année par des auditeurs indépendants dont le mandat aura l'agrément du FIDA. Les détails de la supervision de la gestion financière figurent à l'appendice 7 du document de conception du projet. L'achèvement en temps opportun d'une enquête de référence conforme aux indicateurs d'effet direct et de produit du projet est essentiel à l'efficacité de la supervision du projet.

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

27. Les principales hypothèses adoptées pour le calcul des coûts du projet, les coûts estimatifs du projet et le plan de financement sont les suivants: i) les coûts du projet sont fondés sur les prix de septembre 2017; ii) le projet sera financé sur une période de six ans; iii) le taux d'inflation annuel officiel de 5,7% servira de base pendant toute la durée du projet (2018-2023). Le taux d'inflation international a été fixé à 2% par an conformément aux projections à moyen et long terme du service de recherche du magazine The Economist et du Groupe de la Banque mondiale (Commodity Market Outlook, janvier 2017) pour le dollar des États-Unis. Suite à la dévaluation de l'UZS le 5 septembre 2017, le taux de change de base pour cette analyse a été fixé à 8 092 UZS pour 1 USD comme taux de change officiel en vigueur à la fin de la mission de conception finale. Les coûts du projet sont indiqués en UZS et en USD; pour les conversions des valeurs d'USD en UZS, des taux de change à parité de pouvoir d'achat constant ont été utilisés. Une taxe sur la valeur ajoutée de 20% sera prélevée sur tous les biens et les services importés et achetés localement. La cotisation à l'assurance sociale de 25% sera prise en charge pour le personnel local directement recruté dans le cadre du projet.
28. Coût du projet. On estime à environ 159,6 millions d'USD (1 291 milliards d'UZS) le montant total de l'investissement et des coûts supplémentaires de fonctionnement du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les imprévus techniques et hausses de prix représentent 1% du coût total du projet. Cela tient en grande partie au fait que les investissements associés à la finance rurale (somme forfaitaire sans provision pour aléas) représentent environ 88% du total des coûts du projet. La part en devises est estimée à 112,4 millions d'USD, soit 70% du coût total du projet. Cela tient au fait que l'essentiel du financement du projet consiste en lignes de crédits qui permettront aux bénéficiaires d'acquérir des actifs utiles à la production locale et au financement de l'exportation de leurs produits. La contribution publique, principalement sous forme de taxes, représente 17% du coût total, soit 27,0 millions d'USD. Les coûts de gestion du projet représentent environ 1,4% du coût total du projet (2,2 millions d'USD). Le tableau 1 présente un résumé du plan de financement par composante.

Tableau 1  
**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		État		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement de chaînes de valeur inclusives														
1.1 Environnement commercial propice à des chaînes de valeur inclusives	52	14,8	82	23,3	159	45,2	59	16,7	-	-	-	-	352	0,2
1.2 Renforcement des capacités des parties prenantes des chaînes de valeur	3 918	37,4	125	1,2	4 519	43,1	1 911	18,2	-	-	7	0,1	10 480	6,6
Sous-total 1. Développement de chaînes de valeur inclusives	3 970	36,7	207	1,9	4 678	43,2	1 969	18,2	-	-	7	0,1	10 831	0,1
2. Finance rurale accessible à tous														
2.1 Mécanisme de garantie en milieu rural	1 000	10,1	-	-	6 935	69,8	2 000	20,1	-	-	-	-	9 935	6,2
2.2 Lignes de crédit pour la diversification et la modernisation de l'agriculture	33 712	28,3	93	0,1	26 538	22,3	19 869	16,7	19 543	16,4	19 466	16,3	119 214	74,7
2.3 Ligne de crédit pour les jeunes	5 000	41,7	-	-	5 000	41,7	2 000	16,7	-	-	-	-	12 000	7,5
Sous-total 2. Finance rurale accessible à tous	39 712	28,1	93	0,1	38 473	27,3	23 869	16,9	19 543	13,8	19 466	13,8	141 149	88,5
3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques														
3.1 Modernisation des systèmes d'irrigation	1 109	21,2	-	-	3 260	62,2	874	16,7	-	-	-	-	5 243	3,3
3.2 Renforcement des capacités des ACE	37	37,3	-	-	46	46,0	17	16,7	-	-	-	-	100	0,1
Sous-total 3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques	1 146	21,5	-	-	3 305	61,9	890	16,7	-	-	-	-	5 342	3,3
4. Gestion du projet														
4.1 Unité de gestion du projet	800	62,9	-	-	275	21,6	198	15,5	-	-	-	-	1 273	0,8
4.2. Équipe d'exécution du projet	572	59,9	-	-	269	28,2	114	11,9	-	-	-	-	955	0,6
Sous-total 4. Gestion du projet	1 372	61,6	-	-	544	24,4	312	14,0	-	-	-	-	2 228	1,4
Total	46 200	29,0	300	0,2	47 000	29,1	27 041	16,9	19 543	12,2	19 466	12,2	159 550	100,0

## B. Financement du projet

29. Le projet sera financé par diverses sources, notamment un prêt du FIDA, un don du FIDA, l'État, les bénéficiaires et les IFP. Le prêt du FIDA au titre du cycle 2016-2018 du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), d'un montant total de 46,2 millions d'USD, couvrira 29% du coût du projet et contribuera à: 37% de la composante Développement de chaînes de valeur inclusives (composante 1: 10,8 millions d'USD au total); 28% de la composante Finance rurale accessible à tous (composante 2: 141,8 millions d'USD); 21% de la composante Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques (composante 3: 5,3 millions d'USD); et 62% de la composante Gestion du projet (composante 4: 2,2 millions d'USD). De plus, le FIDA accordera un don de 300 000 USD pour couvrir une partie de la formation et l'assistance technique internationale fournies dans le cadre de la composante 1 et l'assistance technique au Ministère de l'agriculture et des ressources en eau dans le cadre de la composante 2. L'État exonérera de taxes toutes les dépenses afférentes au projet, notamment toutes celles concernant les biens et services achetés avec les prêts générés par les lignes de crédit financées par le projet, et le fonds social pour le personnel. La contribution publique,

principalement sous forme de taxes, représente 17% du coût total, soit 27,0 millions d'USD. Les IFP devraient contribuer à hauteur de 19,5 millions d'USD en contrepartie aux fonds mis à disposition par le projet. Les bénéficiaires apporteront au moins 19,5 millions d'USD. Le déficit de financement de 47 millions d'USD pourra être financé par des cycles ultérieurs du SAEP (à des conditions de financement restant à définir et sous réserve de procédures internes et de leur approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement trouvé en cours d'exécution.

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		État		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Équipement et biens	2 448	39,4	-	-	2 718	43,8	1 035	16,7	-	-	7	0,1	6 208	3,9
2. Travaux de génie civil	1 513	26,0			3 192	54,8	1 123	19,3	-	-	-	-	5 828	3,7
3. Véhicules	82	75,0					27	25,0					109	0,1
4. Assistance technique														
Assistance technique internationale	494	43,0	46	4,0	418	36,4	192	16,7			-	-	1 150	0,7
Assistance technique nationale	600	20,5	254	8,7	1 486	50,8	500	17,1	85	2,9			2 925	1,8
Sous-total - Assistance technique et études	1 094	26,8	300	7,4	1 904	46,7	692	17,0	85	2,1			4 075	2,6
5. Formation	251	36,8			317	46,5	114	16,7					682	0,4
6. Financement de chaînes de valeur inclusives														
Financement de garantie	1 000	10,1			6 935	69,8	2 000	20,1					9 935	6,2
Ligne de crédit pour la diversification et la modernisation de l'agriculture	33 712	28,4			26 444	22,2	19 815	16,7	19 458	16,4	19 458	16,4	118 888	74,5
Ligne de crédit pour les jeunes	5 000	41,7			5 000	41,7	2 000	16,7					12 000	7,5
Sous-total - financement de chaînes de valeur inclusives	39 712	28,2			38 379	27,3	23 815	16,9	19 458	13,8	19 458	13,8	140 823	88,3
Coût total d'investissement	45 100	28,6	300	0,2	46 510	29,5	26 805	17,0	19 543	12,4	19 458	12,3	157 725	98,9
7. Salaires	746	68,9			337	31,1							1 084	0,7
Exploitation & entretien	111	54,8			58	28,6	34	16,7					203	0,1
Coûts de fonctionnement	243	45,0			95	17,6	202	37,4					539	0,3
Total - Charges récurrentes	1 100	60,3			490	26,8	235	12,9					1 825	1,1
<b>Total</b>	<b>46 200</b>	<b>29,0</b>	<b>300</b>	<b>0,2</b>	<b>47 000</b>	<b>29</b>	<b>27 041</b>	<b>16,9</b>	<b>19 543</b>	<b>12,2</b>	<b>19 465</b>	<b>12,2</b>	<b>159 550</b>	<b>100,0</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

30. Les activités du projet devraient générer des avantages additionnels nets substantiels pour les ménages paysans, les agriculteurs dekhans, les exploitants commerciaux, les agro-entreprises et les entrepreneurs ruraux, notamment: i) au moins 80% des bénéficiaires du projet déclarant au moins 20% d'augmentation de leurs revenus; ii) au moins 75 000 ménages recevant des services favorisés ou soutenus par le projet; iii) au moins 10 000 emplois à temps plein (ou équivalents) créés; iv) au moins 70% des petits exploitants soutenus, notamment des agriculteurs dekhans, déclarant une augmentation de 20% des ventes dans leurs chaînes de valeur.

31. Taux de rentabilité économique. Sur la base des hypothèses ci-dessus, l'analyse économique du projet indique que les gains de l'ensemble des investissements sont significatifs et solides sur le plan économique. L'analyse aboutit à un taux de rentabilité interne de 16,5% et à une valeur actualisée nette de 33,7 millions d'USD sur 20 ans sur la base des avantages quantifiables en rapport direct avec les activités du projet.

#### D. Durabilité

32. La durabilité des résultats du projet repose sur les critères suivants: i) la promotion des activités de renforcement des capacités techniques et commerciales des acteurs-pilotes des chaînes de valeur; ii) la prise en compte dans les interventions des besoins impulsés par la demande; iii) l'élaboration des plans de développement des chaînes de valeur à la base de tous les investissements, aboutissant ainsi à des chaînes de valeur mieux intégrées, plus équitables et rentables. La durabilité du projet repose également sur une stratégie de retrait consistant à: i) garantir l'appropriation par les bénéficiaires des activités financées; ii) mettre au point de façon participative des technologies axées sur la demande; iii) améliorer l'intégration des chaînes de valeur, notamment pour les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services; iv) limiter les coûts opérationnels, les dépenses de personnel et les charges récurrentes.

#### E. Identification et atténuation des risques

33. Les principaux risques sont les suivants: i) un environnement politique perturbateur; ii) l'absence de participation des parties prenantes; iii) les risques liés au marché, notamment la fluctuation possible des taux de change; iv) une communication insuffisante; v) la détérioration de la performance financière; vi) les épidémies transfrontalières de maladies animales; vii) la complexité des flux financiers, ainsi que viii) un déficit de financement relativement important. Des mesures d'atténuation peuvent être prises, notamment: la supervision régulière et la préparation d'un manuel d'exécution du projet détaillé; des comptes séparés libellés en USD pour les financements et les procédures du FIDA pour limiter les risques relatifs au taux de change; l'analyse participative approfondie de la production et des opportunités commerciales; la formation intensive des agriculteurs aux méthodes de positionnement de leurs produits; la mise en place de contrats en bonne et due forme; la formation à la gestion commerciale; la surveillance régulière du projet; l'évaluation annuelle des banques en fonction de critères de sélection minimaux; la mise à niveau des compétences essentielles en matière de suivi et de signalement actifs des maladies sur le terrain; et la vérification de la capacité du personnel vétérinaire de terrain à transmettre des informations et des échantillons aux laboratoires publics de diagnostic des maladies vétérinaires. Par ailleurs, l'accord de financement inclura des conditions particulières touchant au décaissement et à l'audit afin d'assurer que les garde-fous nécessaires sont mis en place concernant les fonds transférés aux IFP et le mécanisme de garantie. Les IFP seront également soumises à des mesures de contrôles strictes et devront respecter certaines obligations liées aux procédures de décaissement. Étant donné que le déficit de financement touche principalement le financement de lignes de crédit, le projet sera toujours en mesure de fonctionner même si ce déficit de fonctionnement ne devait pas être couvert.

### V. Considérations d'ordre institutionnel

#### A. Respect des politiques du FIDA

34. Le projet est conforme à toutes les stratégies et politiques du FIDA concernées, à savoir: i) le Cadre stratégique 2016-2025; ii) la Politique en matière de ciblage; iii) la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; iv) la Politique en matière de finance rurale; v) la Stratégie pour le secteur privé: développement et partenariat; vi) la Politique relative aux entreprises rurales; vii) la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement; viii) les

procédures d'évaluation environnementale, sociale et climatique. Eu égard à la nature et à l'importance de ses effets probables sur l'environnement, le projet est classé dans la catégorie B selon les procédures d'évaluation environnementale du FIDA. Ses éventuels effets néfastes sur l'environnement sont considérés comme étant maîtrisables.

## B. Alignement et harmonisation

35. Le projet s'inscrit dans le droit fil des priorités du gouvernement en faveur de la diversification et de la modernisation du secteur agricole, comme l'indique la Stratégie d'amélioration sociale pour 2013-2015 et le décret présidentiel 2460 sur la réforme et le développement du secteur agricole pour 2016-2020, qui met l'accent sur la nécessité du remplacement progressif de cultures comme le coton et le blé par des produits à plus forte valeur ajoutée, et de l'introduction de technologies économisant les ressources.
36. Dans le but d'éviter le chevauchement des initiatives et de favoriser les complémentarités, tout en tirant profit des meilleures pratiques dans le domaine de l'entreprise et des innovations technologiques, la stratégie d'intervention sera basée sur: i) l'établissement de partenariats avec le secteur commercial privé local et les parties prenantes associées; ii) les instituts locaux de recherche et les associations industrielles, notamment pour développer les services d'assistance technique et les circuits commerciaux; iii) l'harmonisation avec les initiatives de partenaires de développement présents dans le pays, comme la BASD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale; iv) les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

## C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

37. Le projet présente deux innovations majeures. Il s'agit en premier lieu de la mise en place d'un mécanisme de garantie en milieu rural qui permettra un effet de levier maximal de cinq fois la valeur du mécanisme; les 9,9 millions d'USD investis contribueront à mobiliser 49,5 millions d'USD dans le secteur agricole de l'Ouzbékistan. Le FIDA sera la première institution financière internationale à investir dans le Fonds national; son expérience en la matière sera documentée et diffusée aux autres organismes de financement pour mobiliser davantage de ressources en faveur de ce Fonds. La deuxième innovation est l'adoption de l'outil d'évaluation des risques agricoles liés au flux de trésorerie pour l'analyse et la gestion des prêts qui renforcera les capacités des banques participantes à prêter au secteur agricole et à gérer plus efficacement leurs portefeuilles de prêts connexes.

## D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Pour que la participation à l'élaboration des politiques soit fructueuse, il faudra que le projet parvienne à générer des données empiriques en termes d'effets directs et d'impact. Deux approches sont envisagées pour tirer des enseignements de l'expérience acquise: i) un programme de gestion des savoirs pour soutenir l'apprentissage au sein du projet et dans d'autres interventions; ii) l'appui à un programme de gestion des savoirs plus large afin d'éclairer les décisions des pouvoirs publics et d'influer sur les politiques. Compte tenu de l'expérience relativement récente du FIDA dans le pays et de la collaboration avec la BASD et la Banque mondiale, le FIDA opère une transition en faveur d'un dialogue plus intégré, stratégique et programmatique pour identifier les obstacles à un environnement commercial propice.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement entre la République de l'Ouzbékistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.



40. La République d'Ouzbékistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouzbékistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à quarante-six millions deux cent mille dollars des États-Unis (46 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouzbékistan un don d'un montant de trois cent mille dollars des États-Unis (300 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

# Negotiated financing agreement: "Agriculture Diversification and Modernization Project"

(Negotiations concluded on 22 November 2017)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Agriculture Diversification and Modernization Project ("ADMP" or "the Project")

The Republic of Uzbekistan (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1.
  - A. The amount of the Loan is forty-six million and two hundred thousand United States dollars (USD 46 200 000).
  - B. The amount of the Grant is three hundred thousand dollars (USD 300 000).
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semiannually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be two Designed Accounts in USD, one for the IFAD loan and one for the IFAD grant for the benefit of the Project in a commercial bank. The IFAD funds shall not be mingled with other funds. In addition, there shall be two project accounts in UZS to receive the Financing from the respective Designated Accounts in a commercial bank.
7. The Borrower/Recipient shall provide as its contribution to the Project counterpart financing in sufficient amount to cover taxes and custom duties associated with the implementation of the Project.

#### Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Water Resources (MAWR).
2. The following are designated an additional Project Party: Rural Restructuring Agency (RRA).
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

#### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) The Project Implementation Manual ("PIM") referred to in Paragraph 19, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) A Presidential Decree confirming the Rural Restructuring Agency as the agency responsible for the management of the Project shall have been issued;
  - (b) Key Staff, including a Project Manager, a Chief Accountant and a Procurement Officer with qualifications and experience acceptable to the Fund have been duly appointed;
  - (c) A Project Implementation Manual (PIM) containing the Financial Administration and Accounting procedures, has been cleared by the Fund;

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Batir Asadillaevich Khodjaev  
Minister for Finance of the Republic of Uzbekistan  
Ministry of Finance  
5, Mustaqillik Square  
10000-8 Tashkent

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

\_\_\_\_\_  
(Authorized Representative)  
(Name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. **Project Area.** The Project will be implemented in Fergana Valley, in the regions of Andijan, Fergana and Namangan.
2. **Target Population.** The main target groups of the Project are: (i) rural households of dehkan farms, who strive to increase income from agriculture through active participation in the Project supported value chains; (ii) small farmers engaged/interested in horticulture and livestock (with farm size of up to 5 ha); (iii) agribusinesses with existing or potential linkages with (i) and (ii); and (iv) youth living in the Project regions. Special attention will be paid to ensure the participation of female-headed households both in dehkan and small farmers, as well as to reach out female youth.
3. In its first phase, the Project is expected to reach out directly to 30,000 households, and about 10 000 indirect beneficiaries. These include 5 000, households benefitting from loans and training, plus approximately 20 000 incremental suppliers of the Leading Entities (LEs) benefitting of ADMP loans, and some 4 000 full time equivalent incremental jobs created by the LEs' incremental economic activities.
4. **Goal.** The development goal of the Project to improve the incomes and livelihoods of rural people in the Project area.
5. **Objective.** The Project's Development Objective is to increase inclusiveness and profitability of selected value chains through enhanced productivity, market access and improved natural resources.
6. **Components.** The Project will have three principal inter-related components as well as another one to support Project management and implementation:
7. **Component 1: Inclusive Value Chains Development:** The outcome of this component is enhanced capacity for sustainable and efficient performance of targeted stakeholders and aimed to create an enabling business environment for agribusinesses in selected value chains (VC) with strong backward linkages with smallholder producers; and to strengthen the capacities of the farmers and other stakeholders of those VCs. Three activities will be implemented under this component: (i) Value Chain Mapping exercises based on Rapid Market Assessment results for small ruminants, fisheries, sericulture and honey prepared during the design; (ii) Rapid Market Assessments of additional sub-sectors; and (iii) Preparation of VC development Roadmaps for LEs.
8. **Component 2: Inclusive Rural Finance:** The outcome of this component is increased productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive value chains to enable value chain actors to increase investment in profitable value chains through the provision of credit and a guarantee facility. The Project will support (i) the State Fund for the Support of the Development of Entrepreneurial Activity (SFSDEA) to render credit guarantees to smallholders and other rural enterprises who lack acceptable collateral by offering the partial coverage of lending risks; (ii) work with banks interested in lending to agriculture in the target regions and meeting the Project's eligibility criteria to facilitate farmers and agricultural businesses' access to finance; and (iii) establish credit window for youth who are underserved by financial services with affordable lending products. Banks will be free to set their own interest rates allowing serving the Project beneficiaries in a sustainable manner; however the banks will be selected through a competitive process to ensure that those offering the best conditions are chosen.
9. **Component 3: Climate-resilient Rural Infrastructure:** This component aims at removing bottlenecks for reliable irrigation water supply, which inhibit increasing participation for dehkans and small farmers in enhanced diversification and efficiency of

agriculture for the selected value chains. This will be achieved through modernization of inter-farm irrigation network operated by Water Consumer Associations (WCAs) and will provide conditions for targeted farmers' group to: (i) diversify agricultural production from low to high value crops; (ii) increase land productivity; (iii) address challenges of drought due to climate change; and (iv) increase capacity of WCAs and Basin Administration of Irrigation System (BAIS) in efficient water resource management and irrigation system operation and maintenance.

## II. Implementation Arrangements

10. Approach. The Project will promote a demand driven value chain approach. The value chain approach will focus on analyzing each step of the value chain and investment on those needs which have the potential for improving productivity, profitability and competitiveness of the value chain players, particularly focusing on dehqan farmers.

11. The Project will promote upgrading of selected value chains and will include actions taken by producers, processors, input suppliers and traders at various points in the value chain to increase future productive capacity and competitiveness. The LEs with successful Value Chain Roadmaps prepared under Component 1 will be favourably considered for receiving loans from PFIs under Component 2. While loan applications will be assessed individually, the Project will provide complementary support to enhance their business operations through provision of technical assistance and training to farmer suppliers and other actors as well as access to improved infrastructure under Component 3 to enhance overall competitiveness and efficiency of the value chains. The ADMP will promote close coordination with projects funded by other donors organizations especially with those projects also under the Rural Restructuring Agency (RRA).

12. Organizational framework. The MAWR will have the overall responsibility for management of the Project on behalf of the Borrower/Recipient. Day-to-day oversight of the ADMP's management will rest with a Project Management Unit (PMU) under the RRA. The overall management oversight of the Project will rest with an Inter-agency Council (IC). The IC is an inter-governmental institutions agency for Cooperation with International Financial Institutions, Foreign Government Agencies and Donor Countries in Implementation of Large-scale and Strategically Important Investment Projects.

13. The PMU for the ADMP will be headed by a Project Manager and be composed of (preliminary): a Chief Accountant; Procurement Officer; Rural Finance /Youth Officer; Administrative Assistant; and a Driver. The ADMP will use Horticultural Support Project /Dairy Value Chains Development Project legal staff. In addition, the Project will count on the services of national and international specialists in various fields. A Project Implementation Team (PIT, RRA regional representation) will be established in one of the regions of the Project area in PY1. The PIT would comprise a: Regional Coordinator (Value Chain and Business Specialist), three Rural Finance Officer/gender/youth, Engineer, Monitoring and Evaluation (M&E Specialist) and a driver. The PIT will be responsible for day-to-day implementation in the field of all aspects of the Project, with the exception of financial administration and procurement, which will be managed entirely by the relevant personnel of the RRA/ADMP PMU at central level.

14. The PMU/PIT shall coordinate the work of consultants and participating financial institutions (PFIs) that will interact with VC actors on planning and financial matters.

15. The MOF shall make the Subsidiary Loans available to the PFIs under Subsidiary Loan Agreements (SLAs) to be entered into between the Borrower/Recipient, the RRA and each PFI. The SLAs shall be under terms and conditions cleared by the Fund and in adherence with the Investment Guidelines. Except as the Fund shall otherwise agree, the MOF shall not assign, amend, abrogate or waive any SLA or any of its provisions. The project monitoring and evaluation system and processes will be established and managed in accordance with established IFAD procedures by the PMU with support from IFAD. The

Logical Framework provides indicators for implementation along with their corresponding means of verification. These will form the basis on which the M&E system will be built.

16. At the start of the Project and no later than 90 days after the date of entry into force of this Agreement, the PMU shall manage a comprehensive baseline survey which will be updated on annual basis to track the different Project indicators over time, including for the mid-term review. During the Project's final year, a completion survey will be conducted. Results will be compared against the baseline survey results to assess project impact.

17. Supervision. The Project will be directly supervised by IFAD. The IFAD country team shall provide continuous implementation support to the Project and shall undertake supervision missions on an annual basis to assess overall management arrangements and performance including financial and procurement aspects and monitoring and evaluation. The supervision shall be carried out jointly with the Borrower representatives and IFAD.

18. Mid-Term Review. A mid-term review shall be carried out towards the end of third Project year. The review shall be undertaken in accordance with IFAD-MTR guidelines in consultation with the Borrower representatives.

19. Project Implementation Manual (PIM). The RRA/PMU shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit it to the Fund for no objection. The PIM may be amended when necessary with the approval of the Fund in order to introduce clarification in procedures, eliminating constraints for project implementation and for facilitating access of producers to the project services.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage net of Taxes, Government contribution, Co-financing and beneficiary contribution
I. Civil Works	1 490 000		100%
II. Equipment and Materials (including Vehicles)	2 420 000		100%
III. Consultancies (including Technical Assistance and training)	1 170 000	300 000	100%
IV. Credit and Guarantee Funds:			
(a) Guarantee Finance	1 000 000		100%
(b) Credit line for AMD	33 710 000		100%
(c) Credit line for Youth	5 000 000		100%
V. Operating cost (Salaries and recurrent cost)	1 040 000		100%
Unallocated (1%)	370 000		
<b>TOTAL</b>	<b>46 200 000</b>	<b>300 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category II "Equipment and Materials" means Eligible Expenditures related to Goods, Equipment and Materials as well as Vehicles.

Category III "Consultancies" means Eligible Expenditures related to Consultancies, Technical Assistance, Trainings and Workshops.

Category V "Operating cost" means Eligible Expenditures related to Salaries and Allowances, operating cost of the PMU/PIU and other recurrent cost.



2. Start-up Costs. To facilitate a prompt start-up, a withdrawal up to USD 200 000 may be made to incur expenditures related to the Project start-up activities before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal. The start-up activities may include inter alia: (i) establishment of the PMU and salaries of key staff, (ii) Formulating of the Project Implementation Manual; (iii) Preparation of the first AWPB and procurement plan; (iv) Organization of a start-up workshop, (v) Prepare specifications for the accounting software; (vi) Finalization of Investment Guidelines, Value Chain Development Roadmaps, and templates for Subsidiary loan agreements.

3. Specific Conditions of withdrawal. In addition to the general conditions precedent to withdrawal listed in Section E, the following specific conditions for first withdrawal will apply.

- I. No funds will be transferred to the Participating Financial Institutions (PFIs) before the following conditions have been fulfilled:
  - (a) The first three Value Chain Roadmaps have been prepared and received the Fund's no-objection.
  - (b) The Investment Guidelines (or equivalent) for the use of PFI loan proceeds, including the operating modalities including the eligibility criteria for the PFIs and end-borrowers for each credit window (agricultural diversification and modernization window or youth window) has received the Fund's no-objection.
  - (c) The Subsidiary Loan agreements (SLA) for providing credit to PFI received the Fund's no-objection
  - (d) The PFI has opened an account to receive IFAD loan funds and a revolving account for credit reflows.
- II. No funds will be transferred as part of the guarantee finance before the following conditions have been fulfilled:
  - (a) The SFSDEA has become operational and a due diligence assessment including an assessment of its Financial Management capacity has been conducted and shared with the Fund.
  - (b) An agreement, specifying all the necessary modalities for the guarantee finance, between the RRA (or other entity as agreed with the Fund) and the SFSDEA has been duly formalized and received the Fund's no-objection.
  - (c) The Investment Guidelines (or equivalent) and operating modalities including the eligibility criteria for issuing guarantee finance have received IFAD's no-objection.
  - (d) A separate account for the IFAD loan funds in the SFSDEA has been duly opened.
  - (e) The template for a sub agreement for providing guarantees to financial institution/smallholder/rural business has received IFAD's no-objection.

### Schedule 3

#### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Guarantee Financing. The Borrower/Recipient shall ensure that funds transferred for the guarantee financing are deposited in a separate bank account and will not be mingled with other funds. At all times the Borrower/Recipient shall ensure that the funds are used for the intended purpose and made available in a timely manner in order not to adversely affect the development impact of the activity. In addition the Borrower/Recipient shall ensure that the SFSDEA (i) keeps records of all the transactions related to the Project in accordance with international accounting standards, and (ii) issues timely periodic financial reports on the use of the Project funds to the PMU to satisfy their reporting requirements.

2. Audit arrangements. The Borrower/Recipient, through the RRA, will appoint independent auditors acceptable to IFAD, under the terms of reference cleared by IFAD, and in line with the IFAD Guidelines for Project Audits. An audited annual financial statement for the entire Project, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the fiscal year end. Moreover, the Borrower/Recipient shall ensure that the IFAD funds transferred to the SFSDEA are part of the audit and that the auditors are granted full access to all documentation as may be required.

## Cadre logique

Results hierarchy	Indicator	Indicators				Means of Verification	Frequency	Responsibility	Assumptions
		C.I.	Baseline	Mid-term	End Target				
Hierarchy	Indicator	C.I.	Baseline	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal									
Improved incomes and livelihoods of rural people in the Project area	Percentage of project beneficiaries reporting at least 20% increase in income <sup>1</sup>	Impact <sup>2</sup>	0%	30%	80% (30% women)	Baseline, mid-term and impact surveys Specialized (qualitative / quantitative) thematic studies Household income surveys	Baseline, Mid-term, Completion Annually	PMU M&E unit	Overall political and economic situation remains stable Stability of prices in agricultural commodities
	Number of HHs receiving services promoted or supported by the project	Outreach	0	15,000	75,000 (30% women)				
Project development objective									
Increased inclusiveness and profitability of selected value chains through enhanced productivity and market access and improved natural resources	Number of full-time job (or equivalent) created <sup>3</sup>	2.2.1	0	2,000	10,000 (30% women)	Baseline, mid-term and impact surveys Annual outcome surveys Project baseline study and mid-term review and implementation completion report Uzagroexport, <sup>4</sup> plus reports from participating agri-firms (processor/aggregator) on access to foreign markets	Baseline, Mid-term, Completion	PMU M&E unit	Macro-economic conditions remains stable
	Percentage of supported smallholder producers including dekhans reporting 20% increase in sales along the value chains	2.2.5	0	30%	70% (30% women)				
Component 1. Inclusive Value Chains Development									
Outcome 1: Enhanced capacity for sustainable and efficient performance of targeted stakeholder	Percentage of supported smallholder/dekhan farmers engaged in partnerships/ commercial agreements <sup>5</sup> with LEs		0%	30%	70% (30% women)	Annual surveys	Annually	PMU M&E unit	Government policies and rural economic reforms supporting smallholders, private sector development and the agriculture sector are implemented
	Percentage of smallholder producers reporting adoption of new / improved technologies or practices <sup>6</sup>	1.2.2	0%	30%	80% (30% women)	Government's national, regional and local production data Targeted field studies and surveys			
Output 1.1									
Enabled business environment for inclusive value chains	Number of LEs supported in the preparation of a Value Chain Development Plan		0	800	1,200 (30% women)	Project records	Continuousl y	PMU M&E unit	

<sup>1</sup> This indicator is inspired by the RIMS Impact-level indicator "Number of people experiencing economic mobility", corresponding to SDG target 1.1 and 1.2, but taking into account the specific aspect of income, where ADMP is expected to generate an impact. These project's direct beneficiaries are estimated around 75,000 households. These include stakeholders benefitting of credit lines supported by the ADMP, as well as of trainings/other supports provided by the project and by the project's supported LEs, or from FFS curricula and guided exposure to technological demonstration plots.

<sup>2</sup> RIMS impact level indicator, corresponding to SDG target 1.1 and 1.2.

<sup>3</sup> The target corresponding to some 80% of the number of full-time equivalent jobs created through ADMP interventions (see Appendix 10, Economic and Financial Analysis).

<sup>4</sup> Uzagroexport is a state enterprise that monitors the export. There is a branch in each region of Fergana Valley.

<sup>5</sup> Including, but not limited to, formal contracts with traders / aggregators / processors. LEs will specify those linkages in their Strategic Plans / Roadmaps, developed by LEs within sub-comp. 1.1.

<sup>6</sup> The outreach is mostly determined by sub-component 1.2's interventions. Beneficiaries include 1,200 LE representatives (also benefitting of support under sub-component 1.1 for their roadmap; about 5,000 LE suppliers, benefitting from inclusive workshops/ trainings; about 600 Mahalla leaders (community mobilization and TOT); about 1,000 additional Mahalla members; 3,200 producers benefitting of demo plots (10 farmers at least for each demo plot established); 2,250 FFS members. Adoption rate is about 80%.

Results hierarchy	Indicator	Indicators				Means of Verification	Frequency	Responsibility	Assumptions
		C.I.	Baseline	Mid-term	End Target				
Output 1.2									
Strengthened value chains stakeholders	Number of value chain stakeholders receiving training on better agronomic, livestock and business practices <sup>7</sup>		0	6,500	10,000 (30% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Component 2. Inclusive Rural Finance									
Outcome 2: Productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive value chains increased	Number of incremental suppliers generated by investment along the selected value chains		0	10 000	50,000 (40% women)	Project baseline study and mid-term review and implementation completion report;	Annually	PMU M&E unit	Micro-economic conditions are supportive for doing business
						Participating Financial Institutions and Central Bank			
						Project M&E records and report			
Output 2.1									
Operational Rural Guarantee Facility	Value of loans guaranteed by the Rural Guarantee Facility <sup>8</sup>		0	15.0 m US\$	49.5 m US\$	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 2.2									
Increased access to credits by rural residents	Number of value chain stakeholders (Leading Entities) in the project areas accessing financial services <sup>9</sup>	1.1.5	0	500	1,200 (30% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 2.3									
Increased access to credits by youth	Number of youth involved in the selected value chains accessing to the financial services <sup>10</sup>		0	250	1,000 (50% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Component 3. Climate-resilient Rural Infrastructure									
Outcome 3: Improved farmland productivity resulting from modernized irrigation infrastructure	Number of HHs reporting increase in production as a result of the adoption of modern irrigation techniques <sup>11</sup>	1.2.4	0	200	1,000 (30% women)	Annual outcome surveys	Annually	PMU M&E unit	Government policies and rural economic reforms supporting smallholders, private sector development and the agriculture sector are implemented
						Project's M&E records and report			
						Government's national, regional and local production data			
						Targeted field studies and surveys			
Output 3.1									
Enhanced access by smallholder farmers to modernized irrigation systems	Number of hectares under upgraded irrigation		0	2,000	3,500	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 3.2									
Strengthened WCAs	Number of WCA representatives trained		0	20	30	Project records	Continuously	PMU M&E unit	

<sup>7</sup> Adapted from the RIMS CI 1.1.4: "Number of persons trained in production practices and/or technologies".

<sup>8</sup> The Rural Guarantee Facility (US\$ 9.9m) would allow mobilizing a five-fold amount of loans. With an average loan size of US\$ 20,000 (assumed also for other credit lines within ADMP's scope, this implies some 2,475 loans.

<sup>9</sup> ADMP's funded credit lines (US\$ 54.8m) would generate some 1,200 loans with average size of US\$ 45,000. The target is expected to be achieved faster than the Rural Guarantee Facility as the credit lines are expected to be immediately operational.

<sup>10</sup> Under the assumption that youth would borrow an average of US\$ 10,000, the Youth Fund (US\$ 10.0m) would be able to generate some 1,000 loans, one fourth by mid-term.

<sup>11</sup> The modernization of the tertiary irrigation would benefit some 3,500 ha in the three regions, with 3.5 ha average land size / farm it implies some 1,000 households.